

# LE MANGEUR CITOYEN S'EMPRE DES VILLES !



**D**u fait de l'urbanisation croissante, « les villes sont propulsées au premier plan du débat sur la durabilité des politiques alimentaires car l'alimentation n'est pas un bien comme un autre. Il joue un rôle vital dans la santé et le bien-être des populations et de la planète, souligne Nicolas Bricas, socio-économiste de l'alimentation. Au niveau de la cité, les citoyens s'expriment de plus en plus autour des questions alimentaires, que ce soit en restauration collective ou sur les approvisionnements locaux, bio, la saisonnalité des produits, et les villes cherchent les moyens pour répondre aux attentes de ces citoyens concernant l'amélioration de leur alimentation. Mais surtout, les citoyens contestent l'idée que soient réservés les débats aux seuls intérêts des gouvernements nationaux ou des institutions internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pour preuve ce qui s'est passé en juin 2017 aux États-Unis<sup>2</sup>, la réaction des villes aux injonctions de Trump



**Nicolas Bricas**, ingénieur agronome, socio-économiste de l'alimentation et chercheur au Cirad, il dirige la Chaire Unesco Alimentations du Monde.  
► nicolas.bricas@cirad.fr

---

ALORS QUE LA POLITIQUE NATIONALE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE SE RÉORGANISE, QUE CERTAINS ATTENDENT BEAUCOUP DU PROJET DE LOI ISSU DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION (EGA), D'AUTRES AGISSENT ET DÉVELOPPENT DEPUIS QUELQUES ANNÉES DÉJÀ UNE POLITIQUE LOCALE, URBAINE, DE L'ALIMENTATION !

---

PROPOS RECUEILLIS PAR  
*Laurent Ferrasson*

se retirant de l'Accord de Paris... »

Suite à la crise des prix des matières premières agricoles de 2008 et aux nombreuses crises sanitaires, l'alimentation est redevenue une question débattue au niveau mondial. Cette mondialisation de l'alimentation est pour le citoyen synonyme de globalisation des achats, rationalisation, où le prix est plus important que la provenance.

<sup>1</sup> Projet de loi « sur l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable ».

<sup>2</sup> Suite à la décision de l'administration Trump de se retirer de l'accord de Paris sur le climat, des maires, des gouverneurs, se sont organisés pour créer « une alliance pour le climat » et contre-attaquer la politique fédérale.

Elle génère une économie folle à l'instar de la stratégie de la grande distribution, et renforce la standardisation, la normalisation des produits alimentaires, sans tenir compte des limites de ce système de production intensif. Ce système, basé sur un usage de ressources non renouvelables, n'est pas viable à long terme. Il est nécessaire d'inventer de nouveaux modes de production permettant de dégager des excédents pour nourrir les villes. De plus, ce système crée des paysages alimentaires déterritorialisés, une distanciation de l'urbain et du rural, du citoyen et de l'agriculteur, de la connaissance du monde agricole et alimentaire, qui entraîne une perte de sens par les citoyens de leur système alimentaire.

Les mangeurs se sentent dessais de leur pouvoir pour orienter leur choix alimentaire, face à la puissance de certains acteurs qui dominent l'organisation des systèmes alimentaires.



**Damien Conaré**, ingénieur agronome, est secrétaire général de la chaire Unesco Alimentations du Monde (Montpellier SupAgro).  
► damien.conare@supagro.fr

## DES VILLES FAÇONNÉES PAR L'ALIMENTATION

Ainsi, la mondialisation et la rationalisation ont-elles pu “couper” les principales villes de leur économie nationale, voire les éloigner de leur ancrage territorial.

« Dès lors, le secteur de l'alimentation représente une formidable opportunité pour les villes de renouer un lien parfois perdu avec leur environnement productif et nourricier », insiste Nicolas Bricas.

Mais aussi de renouer avec un passé où les villes étaient encore littéralement façonnées par l'alimentation : structure spatiale de la ville organisée autour des marchés alimentaires centraux (les halles), souvent entourés des bâtiments symboliques des pouvoirs économique (bourse du commerce) et politique (hôtel de ville), avec des noms de rues faisant référence aux aliments et aux métiers de bouche.

Ce double mouvement, global et local, se traduit au niveau des territoires par une multiplication d'initiatives autour de la relocalisation de l'alimentation, de l'agriculture urbaine, de la protection du foncier agricole, des approvisionnements de la restauration collective.

Plusieurs territoires comme Rennes, Albi ou Dijon (voir article p. 32) se sont récemment lancés dans un projet “d'autosuffisance alimentaire”, alors que d'autres territoires comme Montpellier (voir article p. 34) ou Fontainebleau (voir article p. 37) développent des politiques alimentaires durables.

Pour autant, viser l'autonomie totale ne semble ni souhaitable ni envisageable, et de nombreuses questions se posent, en particulier, quel est aujourd'hui le niveau d'autonomie alimentaire des territoires ? Quelles données pouvons-nous réunir pour développer des politiques alimentaires territoriales ? Concernant la restauration collective, est-ce judicieux de parler de circuits de proximité, voire d'envisager un objectif d'au moins 50% de produits durables et d'au moins 20% de produits bio ?

## La Chaire Unesco Alimentations du monde

À travers ses différentes activités, la Chaire Unesco Alimentations du Monde (coportée par Montpellier SupAgro et le Cirad) représente un espace ouvert d'échanges et d'expérimentations pour promouvoir un système alimentaire durable avec la conviction que l'alimentation est bien plus qu'un secteur économique. Elle recouvre également des enjeux d'environnement, de santé, de solidarité, de construction des identités et des cultures, de pratiques artistiques, etc.

À chacune de ces fonctions correspondent des disciplines scientifiques que la Chaire entend décroiser pour développer une approche holistique de l'alimentation à travers différentes activités : la gestion de formations, notamment le mastère spécialisé<sup>®</sup> Innovations et politiques pour une alimentation durable; la coordination de projets de recherche, notamment sur la question de la durabilité des systèmes alimentaires urbains ; le dialogue sciences-société et l'édition de publications.

► [www.chaireunesco-adm.com](http://www.chaireunesco-adm.com) | @UnescoChairFood

## LE SIÈCLE DES VILLES

Pas de doute, les systèmes alimentaires des régions urbaines constituent un défi au cadre traditionnel de la politique alimentaire nationale et internationale, car « elle conteste une des divisions les plus profondes de la société capitaliste : celle entre les villes et l'État central, comme le souligne Damien Conaré. Cette politique urbaine remet en cause fondamentalement les intérêts acquis dans le système alimentaire conventionnel. Après le règne des États-nations, tout porte à croire que le XXI<sup>e</sup> siècle sera (à nouveau) le siècle des villes. »

La ville est un espace d'échanges commerciaux et culturels. Le marché qu'elle représente en fait un point de convergence des flux commerciaux, en particulier agricoles et alimentaires et, par conséquent, un nœud de réseaux dont les ramifications peuvent s'étendre bien au-delà des périphéries de la zone urbaine. Les villes sont des moteurs du développement agricole offrant des débouchés pour des produits à valeur ajoutée croissante. Pour Nicolas Bricas, les autorités publiques des villes disposent d'au moins cinq leviers d'action :

- la gestion du foncier pour le maintien d'une agriculture de proximité ou la création de jardins pour les habitants ;
- les infrastructures et l'urbanisme commercial, avec les aménagements des marchés de gros et de détail, l'implantation de magasins de

proximité ou la promotion de commercialisations plus solidaires ;

- la restauration collective, tant pour son approvisionnement que pour l'accès social aux repas ;
- la valorisation des déchets urbains, boues de stations d'épuration et déchets organiques, comme fertilisants en remplacement des engrais chimiques ;
- la mise en place de modes de gouvernance permettant d'associer davantage les différents acteurs qui s'investissent pour construire des systèmes alimentaires durables.

Les enjeux sont à la fois environnementaux, sociaux, économiques, nutritionnels, culturels et politiques.

Les villes constituent de gigantesques pompes à concentration de matières, l'azote et le phosphate en particulier. Ces ressources, en partie rejetées dans les mers ou fleuves, sont pourtant utilisables comme fertilisants, mais deviennent sources de pollution (azote).

Une telle stratégie alimentaire locale signifie impacter profondément un certain nombre d'autres domaines comme la santé publique, la justice sociale, les ressources, les transports, le développement économique, et contribue non seulement à l'amélioration de la qualité de l'alimentation, mais aussi à la réduction des pertes et gaspillages, et surtout à protéger notre environnement! ✱